

*Questions orales*

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé):** Monsieur le Président, si on accepte l'interprétation du député, les Canadiens en déduiront que l'entente n'est pas une bonne affaire. Le ministre des Pêches et des Océans a pourtant bien exposé le processus qui a été établi et les options que nous avons à notre disposition. Le ministre des Pêches parle au nom du gouvernement.

**M. Dingwall:** Le refus du vice-premier ministre de répondre à cette question bien précise est révélateur.

## ON DEMANDE LA DÉMISSION DU MINISTRE

**M. Dave Dingwall (Cape Breton—Richmond-Est):** Le vice-premier ministre sait également que le processus de consultation a avorté. Le premier ministre de Terre-Neuve, le premier ministre de la Nouvelle-Écosse, les industriels et surtout les producteurs de base sont offensés que le gouvernement n'ait pas mieux défendu leurs intérêts. Étant donné les pouvoirs que détient le vice-premier ministre, exigera-t-il immédiatement la démission du ministre des Pêches et des Océans et annulera-t-il cet accord insensé?

**L'hon. Don Mazankowski (vice-premier ministre et président du Conseil privé):** Monsieur le Président, tout d'abord, je désire apprendre au député que le ministre des Pêches m'a fait savoir que le gouvernement de Terre-Neuve avait pris part aux discussions et aux négociations par l'intermédiaire d'un représentant négociateur, de son ministre des Pêches et de représentants du ministère des Pêches ainsi que de représentants du cabinet du premier ministre.

**M. Gray (Windsor-Ouest):** Pourquoi vous êtes-vous excusés?

● (1430)

**M. Mazankowski:** J'ai présenté des excuses pour l'interruption accidentelle du processus qui ne saurait selon moi en aucun cas être délibérée. Le fait est que nous nous sommes entendus pour négocier. Comme le ministre des Pêches et d'autres députés l'ont fait remarquer, c'était là la meilleure des trois possibilités qui s'offraient à nous.

## LA SURPÊCHE PAR LA FLOTTE FRANÇAISE

**M. John R. Rodriguez (Nickel Belt):** Monsieur le Président, nous savons maintenant ce que PC veut dire : Paris à coeur.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Shields:** Répétez, nous n'avons pas entendu.

**M. Hees:** Vous auriez dû répéter avant de faire votre numéro, John.

**M. de Jong:** Vous les avez vraiment fait réagir.

**M. Rodriguez:** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Pêches et Océans. Il est bien clair que le ministre a déclaré à la Chambre et qu'il est précisé dans l'accord

que tout ce qu'il a entre les mains est un accord de négociation d'un accord. Ces négociations pourraient durer quatre ans. La flotte française se livre à la surpêche dans les eaux canadiennes. Elle continuera cette surpêche. Qu'est-ce que le ministre entend faire au sujet de cette surpêche continue de la flotte française dans les eaux canadiennes?

**L'hon. Thomas Siddon (ministre des Pêches et des Océans):** Monsieur le Président, j'ose croire que lorsque le député affirme savoir ce que signifie PC, il sait que cela veut dire Parfaits Canadiens.

**Des voix:** Bravo!

**M. Siddon:** Ce que nous avons réussi à faire dans un dossier où des années de négligence ont coûté fort cher et causé un grave problème pour l'ensemble du Canada, c'est d'amener le gouvernement Français à discuter avec nous pour les onze prochains mois . . .

**M. Riis:** Personne ne veut vous entendre, Tom.

**M. Siddon:** Mais alors, cher ami, qu'on cesse de me poser des questions.

**M. Riis:** Je parlais de vos collègues.

**M. Siddon:** . . . et négocier les modalités par lesquelles ces coûteuses prétentions territoriales seront soumises dans quatre ans à une instance internationale et, parallèlement à ces négociations, d'autres négociations porteront sur un accord de pêche assorti pour la première fois de mesures de contrôle des pêches excessives des Français dans la division 3PS. Le député devrait se réjouir au lieu de critiquer.

## LA POSITION DU MINISTRE

**M. John R. Rodriguez (Nickel Belt):** Monsieur le Président, étant donné que les Terre-Neuviens, pêcheurs, propriétaires d'usines de transformation du poisson, ainsi que les gouvernements de Terre-Neuve et de la Nouvelle-Écosse jugent tous qu'il s'agit là d'une véritable capitulation, qu'est-ce qui fait croire au ministre qu'il fait là une si belle affaire alors qu'il n'a même pas suivi les conseils des parties en cause? Quelle sorte d'entente croit-il avoir?

**L'hon. Thomas Siddon (ministre des Pêches et des Océans):** Monsieur le Président, l'essence du leadership politique, contrairement à la mentalité d'opposition, consiste à avoir parfois le courage de venir expliquer une mesure à laquelle on n'avait pas songé auparavant, malgré les critiques acerbes et stériles du genre de celles que nous servent les députés de l'opposition qui ne cherchent pas plus à améliorer les conditions de vie des pêcheurs de l'Atlantique qu'ils ne l'ont fait durant tant d'années.